

le 12 novembre 2015

Des luttes qui en appellent d'autres

Le patronat n'a de cesse de pousser son avantage encore plus loin alors que le gouvernement s'est fait un devoir de donner satisfaction à ses exigences : baisse des cotisations patronales, réductions d'impôts, remise en cause de la représentation des salarié-es dans les entreprises en particulier sur l'hygiène et la sécurité, allongement du temps de travail et dégradation des conditions de travail...

Air France : les responsabilités des dirigeants d'entreprise et de l'Etat sur l'emploi

Les salarié-es d'Air France, nos collègues et camarades des syndicats ont décidé de ne pas baisser les bras dans une lutte qui n'a rien de spécifique. Dans toutes les entreprises, nous connaissons ces pseudo-négociations d'accords qui ne sont en fait que des menaces faites aux salarié-es sous couvert de compétitivité. Dans l'industrie et les services, les patrons sont à l'offensive pour faire reculer les droits, cela joue principalement sur deux points : le temps et l'organisation du travail et les salaires (ou leur blocage plus exactement). Les comptes publiés par Air France le montrent, 4,2% d'augmentation du Chiffre d'affaires sur le dernier trimestre à 7,4 Md d'euros, les profits sont très élevés, les cadres dirigeants très bien payés. Et les patrons sont d'accord entre eux pour faire baisser les salaires et dégrader les conditions de travail. Qu'on y regarde de près : le secteur aérien est florissant, les conflits sociaux se multiplient, Air France mais aussi Transavia, Lufthansa... Les compagnies sont touchées les unes après les autres à l'exception notable de celles comme Ryan Air où les droits des personnels sont quasi-inexistants.

Ce que les patrons défendent, c'est un dumping social généralisé. Alors, que cette politique soit mise à nu par une chemise déchirée, ce n'est pas étonnant et ce symbole a été parlant pour ceux et celles qui travaillent et bien au delà.

Mais la responsabilité de l'Etat est essentielle dans cette affaire aussi : premier actionnaire, il touche des dividendes, actionnaire des aéroports, il touche des deux côtés, grand négociateur de contrats à l'étranger, il organise aussi la concurrence dans les aéroports français.

Et les ministres font la leçon, quelle duplicité ! Notre solidarité avec les salarié-es d'Air France et avec ceux qui sont réprimés aujourd'hui a donc un sens beaucoup plus large, leur lutte c'est notre lutte. A partir de celle-ci et d'autres conflits nous voulons construire une riposte pour la défense de l'emploi, des conditions de travail et des salaires contre les chantages patronaux. Les syndicats qui travaillent ensemble à Air France en intersyndicale peuvent agir ensemble dans ce sens aussi ailleurs. **Ce serait l'occasion de défendre les salarié-es dans ces entreprises mais aussi de marquer des coups d'arrêts aux politiques destructrices d'emplois et aux nouvelles menaces qui visent à affaiblir le code du travail** toujours au nom de la compétitivité. Un nouveau temps fort sera le rassemblement à l'appel de l'intersyndicale le 19 novembre, à l'occasion de la prochaine séance du comité central d'entreprise. La présence de salarié-es d'autres secteurs comme le 22 octobre pourra permettre d'avancer dans la solidarité mais aussi dans la coordination des luttes.

Vos droits, vos luttes, votre syndicat...

www.solidaires.org contact@solidaires.org,

144 boulevard de la Villette 75019 Paris, 01 58 39 30 20



Assistance Publique Hôpitaux de Paris : quand l'Etat organise la remise en cause des 35h

A l'APHP, la volonté de Hisrch, le directeur, de remettre en cause le temps de travail des hospitaliers a trouvé des interlocuteurs complaisants représentant... 18% du personnel, qu'à cela ne tienne, **il s'agit d'avancer quand même, au mépris même des règles de négociations requises.** Les dirigeants de l'APHP jouent ainsi les poissons pilotes et d'autres se lâchent : remise en cause des 35h votée unilatéralement par le conseil général des Alpes maritimes sans négociation du tout. Des précédents qui menacent de servir de modèle dans

de nombreux endroits.

La journée de mobilisation appelée par les syndicats de l'APHP le 17 novembre sera un enjeu bien au delà du secteur. Là aussi, coordonner nos actions, nos luttes, constitue un défi pour empêcher que nos droits soient détricotés les uns après les autres. **Le gouvernement se cache derrière des décisions locales qu'il couvre en fait à chaque fois, mentant sur la non remise en cause des 35 heures.**

OMS : l'esclavage c'est fini !

Nettoyage, commerce, sécurité, restauration, dans ces secteurs, **le patronat se sent tous les droits :** expérimentation de contrats 0 heures, non respect du code du travail sur les horaires, l'habillement... Les salarié-es d'OMS à Paris, entreprise de nettoyage qui travaille pour la société de HLM Paris Habitat sont en grève depuis plusieurs semaines pour leurs salaires, l'habillement, la reconnaissance des qualifications. Par leur détermination, avec SUD Nettoyage, et la durée de leur conflit

ils et elles rencontrent un large soutien auprès des habitant-es. Les menaces d'huissier ne les ont pas fait renoncer. **Il s'agit maintenant d'exercer les pressions sur l'employeur et les donneurs d'ordre** que sont Paris Habitat et la Mairie de Paris, indirectement, pour qu'enfin ils et elles obtiennent satisfaction. Ce secteur, créateur d'emplois de services ne doit pas rester à la merci d'exploiteurs d'un autre temps. Ce sont les salarié-es qui le disent : l'esclavage c'est fini !

Les emplois des finances publiques dans le collimateur

Trois syndicats des Finances publiques appellent à la grève le 18 novembre pour protester contre les **2130 suppressions d'emploi prévues pour l'année 2016.** Ce n'est pas la seule coupe prévue par le gouvernement, d'autres ministères sont concernés : justice, écologie, travail... au delà, avec la réforme territoriale et la baisse des res-

sources des collectivités, de nombreux emplois sont menacés dans les régions que ce soient des emplois publics ou ceux des associations. Une lutte là aussi qui nous concerne tous et toutes : comme agents, salarié-es et aussi comme habitant-es et citoyen-nes.

Alors, agir tous et toutes ensemble !

Air France, APHP, OMS, finances... des luttes symboliques pour des droits à défendre dans toutes les entreprises et services. Renforcer les liens, demander à tous les syndicats de rejoindre ces combats, voilà qui est essentiel pour ceux et celles qui luttent aujourd'hui mais aussi pour les nouveaux mauvais coups qui se préparent. L'union syndicale Solidaires s'est à nouveau adressée à tous les syndicats au niveau national pour envisager ces soutiens et une riposte plus générale.

le 17 avec l'APHP

le 18 avec les Finances publiques

le 19 avec Air France